

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

13 MAI 2004

Proposition de résolution relative à la mise en œuvre de mesures structurelles visant à assurer la croissance et le développement du secteur Horeca

(Déposée par M. René Thissen et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

En Belgique, peut-être plus que partout ailleurs, le secteur de l'horeca joue un rôle non négligeable en terme d'image de marque et de promotion de notre pays, mais participe également à l'animation de nombreux centres urbains tout en étant un secteur à haute intensité de main-d'œuvre.

Le secteur horeca regroupe actuellement plus de 50 000 entreprises ayant un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros. Plus de 120 000 indépendants, aidants et salariés sont actifs dans ce secteur et représentent 3 % de la population active belge.

Comme le constate le Conseil supérieur des indépendants et des PME(1), il ressort des chiffres disponibles que les entreprises dans ce secteur sont confrontées à un problème structurel en matière d'économie d'entreprise. Les entrepreneurs dans l'horeca ne disposent que de marges réduites qui leur laissent très peu de possibilité de variation dans leur chiffre d'affaires et dans leur coût, mettant en péril la conti-

(1) Voir «Avis concernant les problèmes prioritaires au sein du secteur de l'horeca», Conseil supérieur des indépendants et des PME, 19 janvier 2001, consultable sur www.csipme.fgov.be.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

13 MEI 2004

Voorstel van resolutie betreffende de tenuitvoerlegging van structurele maatregelen om de groei en de ontwikkeling van de horecasector te waarborgen

(Ingediend door de heer René Thissen c.s.)

TOELICHTING

Wellicht meer nog dan elders draagt de horeca in België wezenlijk bij tot de uitstraling en de promotie van ons land. Bovendien brengt de sector leven in tal van stadscentra en is hij arbeidsintensief.

Momenteel zijn ruim 50 000 ondernemingen in de horecasector actief. Samen realiseren ze een omzet van 7 miljard euro. Meer dan 120 000 zelfstandigen, meewerkende gezinsleden en loontrekkenden hebben een baan in de horeca, wat neerkomt op 3 % van de Belgische beroepsbevolking.

Op grond van de beschikbare cijfers heeft de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO(1) vastgesteld dat de horecabedrijven met structurele bedrijfs-economische problemen te kampen hebben. De winstmarges zijn klein, met als gevolg dat de gemaakte omzet en kosten de bedrijfsleiders slechts weinig armslag bieden en dat de continuïteit van hun bedrijf in het gedrang komt. In vergelijking met

(1) Advies betreffende de prioritair knelpunten in de horecasector, Hoge Raad voor de zelfstandigen en de KMO, 19 januari 2001, in te kijken op www.hrzkmo.fgov.be.

nuité de leur entreprise. En comparaison avec d'autres secteurs économiques, la rémunération des entrepreneurs y est extrêmement basse.

Il ressort également que ce secteur connaît un grand nombre de faillites. C'est ainsi que 1 211 entreprises ont mis la clé sous le paillason en 2003, ce qui représente une augmentation de 13,6% par rapport à 2002(1). Non seulement ce secteur occupe la deuxième place dans les secteurs les plus touchés par les faillites, mais en outre de nombreux entrepreneurs ont dû faire face à une longue période de problèmes financiers avant qu'une faillite ne soit prononcée. Actuellement de nombreuses entreprises se trouvent dans cette phase.

Dès lors que le secteur horeca constitue un maillon vital du réseau social dans les cours de villes, qu'il est une source importante de revenus fiscaux pour l'État et qu'il génère de nombreux emplois, il convient que l'ensemble de ce secteur bénéficie d'une attention structurelle de la part des pouvoirs publics. L'État doit ainsi créer le cadre nécessaire pour permettre en premier lieu au secteur de se redresser et, ensuite, rendre possible son expansion notamment par le biais d'incitants.

Une déductibilité totale des frais de restaurant

Parmi ces incitants, les partis démocratiques représentés au Parlement fédéral s'étaient engagés le 4 février 1999 à l'égard de la Fédération patronale des professionnels de la restauration à rétablir progressivement la déductibilité totale des frais de restaurant.

En effet, aux termes de l'article 53, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992, la quotité professionnelle des frais de restaurant et de réception ne constituent des frais professionnels qu'à concurrence de 50% des montants engagés.

Néanmoins, il est admis, en pratique, que les frais de restaurant exposés au cours de voyages d'affaires à l'étranger ne tombent pas sous le coup de la limitation de la déduction.

Face à cette situation, il a été décidé au cours du Conseil des ministres spécial du 16 janvier 2004 de supprimer la différence de traitement entre les voyages d'affaires à l'étranger et les visites au restaurant en Belgique.

Simultanément, le Conseil des ministres a également décidé de porter la déductibilité des frais de restaurant à 62,5% pour les revenus 2004 et, à partir des revenus de l'année 2005, à 75%.

Si les mesures envisagées constituent une avancée significative, il n'en reste pas moins que le rétablisse-

andere economische sectoren valt de vergoeding van de bedrijfsleiders uiterst laag uit.

Uit de cijfers blijkt eveneens het groot aantal faillissementen in de sector. In 2003 hebben 1 211 ondernemingen de boeken moeten neerleggen, een stijging met 13,6% ten opzichte van 2002(1). De horeca bekleedt niet alleen de tweede plaats qua aantal faillissementen, maar bovendien moeten tal van bedrijfsleiders een lange periode van financiële problemen doorstaan vóór een faillissement wordt uitgesproken. Heel wat bedrijven bevinden zich momenteel in die fase.

Nochtans vormt de horeca een vitaal onderdeel van het sociaal weefsel in de steden. De sector genereert ook aanzienlijke fiscale ontvangsten voor de Staat en zorgt voor talrijke banen. Daarom ware het raadzaam dat de overheid de hele sector structureel bijstaat. Aldus moet de Staat in de eerste plaats omstandigheden scheppen waarbinnen de sector kan heroplevend en, in een volgende fase, expansie mogelijk maken via stimuli.

Volledige aftrekbaarheid van de restaurantkosten

Wat die stimuli betreft, hebben de democratische partijen in het federaal parlement zich er op 4 februari 1999 ten aanzien van de Patroonsfederatie der Beroepsrestauranteurs toe verbonden de volledige aftrekbaarheid van de restaurantkosten geleidelijk opnieuw in te voeren.

Overeenkomstig artikel 53, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de beroepsmatig gedane restaurant- en receptiekosten slechts ten belope van 50% als aftrekbare beroepskosten aangemerkt.

Niettemin aanvaardt men in de praktijk dat de restaurantkosten tijdens zakenreizen in het buitenland niet onder die beperking van de aftrekbaarheid vallen.

Om daar iets aan te doen werd tijdens de bijzondere Ministerraad van 16 januari 2004 besloten de fiscale verschillen tussen de zakenreizen in het buitenland en de restaurantbezoeken in België weg te werken.

Ook heeft de Ministerraad toen besloten de aftrekbaarheid van de restaurantkosten te verhogen tot 62,5% voor de inkomsten van 2004, en tot 75% vanaf 2005.

Hoewel de geplande maatregelen een belangrijke stap in de goede richting zijn, blijft de geleidelijke her-

(1) Voir l'Écho du 3 janvier 2004, «Lourd bilan pour 2003: 7 640 entreprises en faillite».

(1) Zie l'Écho van 3 januari 2004, «Lourd bilan pour 2003: 7 640 entreprises en faillite».

ment progressif de la déductibilité totale des frais de restaurant permettrait d'assurer l'égalité entre les restaurants «classiques» et les restaurants d'entreprises.

Il est, en outre, susceptible de renforcer considérablement l'attrait du secteur horeca, entraînant un développement de l'emploi et une augmentation du chiffre d'affaires

Une harmonisation des taux de TVA et de déductibilité de la TVA

Une grande divergence de taux de TVA existe toujours entre les divers États membres de l'Union européenne donnant lieu à une concurrence transfrontalière ayant pour conséquence une perte de compétitivité.

En comparaison avec les pays environnants, le taux de TVA pour les restaurants est particulièrement élevé en Belgique. En effet, le taux de TVA en Belgique est de 21 %, en Allemagne de 16 %, en France de 20,6 %, au Luxembourg de 3 %, aux Pays-Bas de 6 % et en Angleterre de 17,5 %.

La tarification en matière de TVA est réglée au niveau européen par la directive 92/77/CEE du Conseil du 19 octobre 1992, complétant le système commun de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant la directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, qui stipule que les États membres sont tenus d'appliquer un taux normal qui ne peut être inférieur à 15 %. Néanmoins, les États membres peuvent appliquer un ou deux taux réduits aux livraisons de biens et prestations de services des catégories visées à l'annexe H de la sixième directive TVA.

Les services de restauration n'étant pas repris dans cette annexe, le gouvernement belge se trouve dans l'impossibilité d'abaisser d'initiative son taux de TVA au tarif réduit. Or, les exemples à l'étranger démontrent clairement qu'une baisse de TVA entraîne immédiatement une hausse de la consommation dans le secteur des restaurants.

Dès lors, il conviendrait que dans le cadre de la refonte globale des règles européennes en matière de taux réduits de TVA pour certains services à forte intensité de main-d'œuvre prévue prochainement, l'horeca puisse être inclus dans la liste des entreprises à haut coefficient de main-d'œuvre lui permettant ainsi de bénéficier du taux réduit.

Des mécanismes de contrôle plus sereins et efficaces

Le secteur de l'horeca est particulièrement sensible à la fraude. La faible rentabilité incite les exploitants à recourir à des pratiques douteuses. Rien de plus aisé,

invoering van de volledige aftrekbaarheid hoe dan ook de manier bij uitstek om het evenwicht tussen de «klassieke» restaurants en de bedrijfsrestaurants te herstellen.

Bovendien zou een volledige aftrekbaarheid de aantrekkingskracht van de horecasector kunnen vergroten, wat tevens de werkgelegenheid en de omzet ten goede zou komen.

Harmonisatie van de BTW-tarieven en de BTW-aftrekbaarheid

Op het stuk van de BTW bestaan er nog steeds grote verschillen tussen de diverse lidstaten van de Europese Unie. Die verschillen leiden tot grensoverschrijdende concurrentie en tot een verlies aan concurrentiekracht.

In vergelijking met de omliggende landen past België bijzonder hoge BTW-tarieven toe voor restaurants. Bij ons bedraagt de BTW immers 21 %, in Duitsland 16 %, in Frankrijk 20,6 %, in Luxemburg 3 %, in Nederland 6 % en in Engeland 17,5 %.

Op Europees vlak wordt de BTW-tarificatie geregeld bij Richtlijn 92/77/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 tot aanvulling van het gemeenschappelijk stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde en tot wijziging van Richtlijn 77/388/EEG van de Raad van 17 mei 1977, op grond waarvan de lidstaten een normaal BTW-tarief moeten toepassen dat niet lager mag liggen dan 15 %. Niettemin kunnen de lidstaten een of twee verlaagde tarieven toepassen op de levering van goederen en de verlening van diensten die vallen onder de categorieën als bedoeld in bijlage H bij de zesde BTW-richtlijn.

Aangezien de restaurantactiviteiten niet in die bijlage zijn opgenomen, kan de Belgische regering onmogelijk op eigen initiatief de hier geldende BTW-tarieven doen zakken tot op het niveau van dat verlaagde tarief. Toch tonen de voorbeelden in het buitenland duidelijk aan dat een daling van de BTW voor de restaurantsector onmiddellijk leidt tot meer consumptie.

Derhalve ware het raadzaam dat de horeca mee zou worden opgenomen in de lijst van arbeidsintensieve bedrijven die recht hebben op een verlaagd BTW-tarief. Een en ander kan gebeuren in het raam van de nakende algemene hervorming van de Europese regels inzake verlaagde BTW-tarieven voor sommige arbeidsintensieve diensten.

Transparantere en efficiëntere controlemechanismen

De horecasector is bijzonder fraudegevoelig. De lage rentabiliteit zet de exploitanten aan tot dubieuze praktijken. Niets is immers makkelijker zich via

en effet, de s'approvisionner à des prix défiant toute concurrence par le biais de « fournisseurs pirates » ou d'achats dans les grandes surfaces mais toujours sans facture.

Bon gré, mal gré, les fournisseurs subissent des pressions les obligeant à participer à ce système. Confrontés à d'innombrables demandes de fourniture sans facture de la part d'exploitants qui n'ont aucune peine à s'approvisionner par des canaux marginaux, les fournisseurs ne peuvent soutenir la concurrence écrasante de ces canaux.

Si des tentatives ont été entreprises en vue de combattre la fraude dans le secteur par le biais des grossistes et fournisseurs, il n'en reste pas moins que les résultats n'ont guère permis de rétablir la stabilité et la concurrence loyale entre les entreprises.

Pour ce faire, il conviendrait d'instaurer des mécanismes de contrôle plus sereins et plus efficaces par l'introduction de normes plus objectives et mieux quantifiables.

C'est ainsi qu'il serait utile de décourager l'approvisionnement par des filières illicites par l'élaboration de normes générales de contrôle qui se départiraient des « achats » pour mettre l'accent sur le mode d'exploitation, la situation géographique, la présence d'appareils et d'équipements (par exemple, comptoirs/pompes à bières, machines à café, nombre de friteuses, ...), le nombre de places disponibles dans l'établissement, le menu ou la carte de prix, le revenu cadastral, le nombre d'années d'activités, la valeur assurée du mobilier, les heures d'ouverture, la consommation en eau et en électricité, la licence de boissons spiritueuses, ..., moyennant une éventuelle adaptation de l'article 342 du Code des impôts sur les revenus et de l'article 56 du Code TVA sur base d'expériences réalisées dans d'autres pays.

Une diminution des charges sociales

Comme le signale le Conseil supérieur des indépendants et des PME, l'horeca est un secteur ayant un coefficient élevé de main-d'œuvre où il y a un rapport direct entre le chiffre d'affaires de l'entrepreneur et le nombre d'heures de travail pour réaliser ce chiffre d'affaires. Comme il s'agit d'un secteur de prestation de services non susceptible d'être automatisé, l'engagement de personnel complémentaire permet seul de faire face à une augmentation de la demande.

Des chiffres d'affaires en hausse et des frais salariaux croissants ont souvent pour conséquence de créer un effet négatif marginal sur le plan des revenus.

Si, en outre, par la pénurie de main-d'œuvre, les exigences salariales du personnel augmentent, les

« pirates » tegen dumpingprijzen te bevoorraden of — telkens zonder factuur — aankopen te doen in supermarkten.

De leveranciers ondergaan goedschiks of kwaadschiks de pressie die hen ertoe verplicht in dat systeem in te stappen. Zij krijgen talloze vragen om zonder factuur te leveren van exploitanten die zich moeiteloos via het grijze circuit kunnen bevoorraden, en kunnen derhalve onmogelijk het hoofd bieden aan de verpletterende concurrentie van die circuits.

Weliswaar zijn pogingen ondernomen om via de grossiers en de leveranciers de fraude in die sector te bestrijden, maar de resultaten hebben het niet mogelijk gemaakt de stabiliteit en de eerlijke concurrentie tussen de ondernemingen te herstellen.

Daartoe zou moeten worden gezorgd voor transparanter en doeltreffender controlemechanismen door de instelling van objectievere en beter meetbare normen.

Zo zou het nuttig zijn de bevoorrading via onwettige kanalen te ontmoedigen aan de hand van algemene controlenormen. Die zouden zich niet zozeer op het aspect « aankopen » concentreren maar zouden zich toespitsen op de wijze van exploitatie, de geografische ligging, de aanwezigheid van toestellen en uitrustingen (bijvoorbeeld tapkasten/bierpompen, koffiemachines, aantal friteuses enzovoort), het aantal beschikbare plaatsen in het etablissement, het menu of de prijskaart, het kadastraal inkomen, het aantal jaren van activiteit, de verzekerde waarde van de roerende goederen, de openingstijden, het water- en elektriciteitsverbruik, de vergunning voor sterke dranken enzovoort. Daarbij zou artikel 342 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en artikel 56 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde eventueel worden aangepast op grond van de ervaring in andere landen.

Verlaging van de sociale bijdragen

Zoals de Hoge Raad voor de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen aangeeft, is de horeca een arbeidsintensieve sector waarin er een rechtstreeks verband bestaat tussen de omzet van de ondernemer en het aantal uren werk dat nodig is om die omzet te bereiken. Aangezien het gaat om een sector die diensten verleent die niet voor automatisering in aanmerking komen, biedt alleen de indienstneming van bijkomend personeel de mogelijkheid het hoofd te bieden aan een stijgende vraag.

Stijgende omzetcijfers en loonkosten hebben vaak een negatieve uitwerking op de inkomsten.

Als bovendien als gevolg van het tekort aan arbeidskrachten het personeel hogere looneisen stelt,

frais salariaux peuvent croître à tel point que les exploitants peuvent arriver à un résultat d'exploitation négatif et devoir faire aveu de faillite malgré le fait qu'ils travaillent durement.

En effet, la valeur brute ajoutée par travailleur est relativement basse. Cela implique concrètement que l'entreprise moyenne réalise un chiffre d'affaires trop bas par heure de travail.

C'est ainsi que toute diminution des charges salariales sur les bas salaires doit être amplifiée et qu'il conviendrait d'aboutir à la suppression totale des charges patronales sur le salaire minimum garanti.

Une réglementation du travail plus souple

Le secteur horeca se caractérise par une demande incertaine et qui varie fortement. La productivité minimale du personnel présent ne peut être assurée qu'aux moments de pointe.

Des mesures doivent être envisagées afin de parer aux fluctuations extrêmes en matière de personnel et permettre au sein d'un même contrat de travail de combiner les heures de travail fixes et variables, tenant compte du fait que les prestations doivent s'effectuer en fonction de la demande.

Un accès à la profession mieux réglementé

De nombreux établissements naissent et disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus. Cette situation est préjudiciable à nombre d'exploitations existantes et stables mais également aux pouvoirs publics se trouvant dans l'impossibilité d'assurer une concurrence loyale entre ces entreprises.

Il conviendrait d'étudier et de mettre en œuvre un meilleur contrôle de l'accès à la profession qui n'a pas pour objectif de restreindre l'accès mais d'assurer un meilleur contrôle des compétences (gestion, savoir faire, ...) et des capacités (financières, ...) afin d'obtenir des garanties quant à la qualité des prestations commerciales et du sérieux de l'initiative.

C'est ainsi qu'il serait opportun de mieux identifier les titulaires de l'accès à la profession, d'instaurer un contrôle sur les ouvertures d'établissement et de préciser le mode de concertation avec les fédérations professionnelles.

René THISSEN.
Christiane BROTCORNE.
Clotilde NYSENS.

*
* *

kunnen de loonkosten dermate toenemen dat de exploitanten negatieve bedrijfsresultaten boeken en dat ze aangifte van faillissement moeten doen ondanks het feit dat ze hard werken.

De bruto toegevoegde waarde per werknemer is vrij laag. Dat impliceert concreet dat een modaal bedrijf een te lage omzet heeft per werkuur.

Zo moet elke verlaging van de sociale lasten op de lage lonen worden uitgebreid en zou men moeten komen tot de volledige afschaffing van de werkgeverslasten op het gewaarborgd minimumloon.

Soepeler arbeidsreglementering

De horecasector is gekenmerkt door een onzekere en sterk variërende vraag. De minimale productiviteit van het personeel kan niet of alleen tijdens de piekmomenten worden gewaarborgd.

Er moeten maatregelen worden overwogen om het hoofd te bieden aan het extreme personeelsverloop en om in het kader van eenzelfde arbeidsovereenkomst zowel vaste als glijdende werktijden mogelijk te maken, rekening houdend met het feit dat de prestaties moeten worden geleverd naar gelang van de vraag.

Beter gereguleerde toegang tot het beroep

Tal van etablisementen openen en moeten kort nadien de boeken sluiten. Die situatie is schadelijk voor tal van bestaande en stabiele exploitaties maar ook voor de overheid, die in de onmogelijkheid verkeert te zorgen voor een eerlijke concurrentie tussen die ondernemingen.

Er zou werk moeten worden gemaakt van een beter toezicht op de toegang tot het beroep, niet om die toegang te beperken, maar om te zorgen voor een betere controle van de vakbekwaamheid (beheer, knowhow) en de draagkracht (financieel enzovoort) teneinde garanties te hebben over de kwaliteit van de commerciële prestaties en van de ernst van het initiatief.

Zo ware het opportuun beter na te gaan wie toegang krijgt tot het beroep, een controle in te stellen op de openingen van etablisementen en te preciseren hoe met de beroepsverenigingen moet worden overlegd.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

Considérant le rôle non négligeable joué par le secteur horeca au niveau de l'image de marque de notre pays et de l'animation de nombreux centres urbains;

Considérant que l'horeca regroupe actuellement plus de 50 000 entreprises ayant un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros permettant à plus de 120 000 indépendants, aidants et salariés d'être actifs dans ce secteur;

Considérant que les entreprises dans ce secteur sont confrontées à un problème structurel en matière d'économie d'entreprise;

Considérant que les exploitants ne disposent que de marges réduites qui leur laissent très peu de variation dans leur chiffre d'affaires et dans leur coût et que le secteur est particulièrement sensible aux coûts salariaux;

Considérant qu'il y a un grand nombre de faillites au sein du secteur et que de nombreux entrepreneurs ont dû faire face à une longue période de problèmes financiers avant qu'une faillite ne soit prononcée;

Demande au gouvernement :

A. d'obtenir, au niveau européen, une réduction du taux de la TVA à 6% par une harmonisation des taux de TVA et de déductibilité de la TVA;

B. d'instaurer des mécanismes de contrôle plus sereins et plus efficaces par l'introduction de normes plus objectives et mieux quantifiables;

C. d'encourager l'approvisionnement par des filières licites en élaborant des normes générales de contrôle qui se départiraient des « achats » pour mettre l'accent sur d'autres facteurs externes;

D. de prendre des mesures visant à amplifier la diminution des charges salariales sur les bas salaires et d'aboutir à la suppression totale des charges patronales sur le salaire minimum garanti;

E. de prendre des mesures permettant de prendre en compte les fluctuations extrêmes en matière de personnel par une réglementation plus souple du travail;

F. de mettre en œuvre un meilleur contrôle de l'accès à la profession permettant d'assurer un meilleur contrôle des compétences (gestion, savoir-faire, ...) et des capacités (financières, ...) afin

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

Gelet op het niet onbelangrijke aandeel van de horecasector in de imagebuilding van ons land en in het verlevendigen van de sfeer in tal van stadscentra;

Overwegende dat de horeca thans meer dan 50 000 ondernemingen telt met een omzet van 7 miljard euro, wat het voor 120 000 zelfstandigen, helpers en loontrekkenden mogelijk maakt in die sector werkzaam te zijn;

Overwegende dat de ondernemingen in die sector te kampen hebben met een structureel bedrijfseconomisch probleem;

Overwegende dat de exploitanten slechts beperkte marges hebben die weinig ruimte laten voor schommelingen in hun omzet en in hun kosten, en dat de sector bijzonder gevoelig is voor de loonkosten;

Gelet op het groot aantal faillissementen in die sector en op het feit dat tal van ondernemers het hoofd moeten bieden aan een lange periode van financiële problemen vooraleer een faillissement wordt uitgesproken.

Vraagt de regering :

A. op Europees niveau een verlaging te verkrijgen van het BTW-tarief naar 6% door een harmonisatie van de BTW-tarieven en van de tarieven inzake aftrekbaarheid van de BTW;

B. te zorgen voor transparanter en doeltreffender controlemechanismen door de instelling van objectievere en beter meetbare normen;

C. de bevoorrading via geoorloofde kanalen te bevorderen door algemene controlenormen vast te stellen die zich niet zozeer concentreren op het aspect « aankopen » maar zich toespitsen op andere externe factoren;

D. maatregelen te nemen om de verlaging van de loonlasten op de lage lonen uit te breiden en te komen tot een volledige afschaffing van de werkgeverslasten op het gewaarborgd minimumloon;

E. maatregelen te nemen om via een soepeler arbeidsreglementering het hoofd te kunnen bieden aan het extreme personeelsverloop;

F. te zorgen voor een beter toezicht op de toegang tot het beroep waardoor het mogelijk wordt een betere controle van de bekwaamheid (beheer, know-how) en de (bijvoorbeeld financiële) draagkracht te

d'obtenir des garanties quant à la qualité des prestations commerciales et du sérieux de l'initiative;

G. de poursuivre le rétablissement de la déductibilité totale des frais de restaurant dans le cadre des marges budgétaires disponibles.

9 mars 2004.

René THISSEN.
Christiane BROTCORNE.
Clotilde NYSENS.

waarborgen teneinde aldus garanties te krijgen over de kwaliteit van de commerciële prestaties en van de ernst van het initiatief;

G. de herinvoering van de volledige aftrekbaarheid van de restaurantkosten voort te zetten binnen de beschikbare budgettaire ruimte.

9 maart 2004.